

MAIRIE



LE GRAND DEBAT

REUNION

D'INITIATIVE LOCALE Commune de TURRETOT Le : 28 Février 2019

La parole de la salle

46 personnes présentes

1. La transition écologique

-Précarité énergétique : pourquoi les bailleurs sociaux refusent de changer les installations de chauffage obsolètes style « grille pain » ; pourtant cela améliorerait le confort et rendrait le coût de l'énergie moindre.

-Y-a-t-il des organismes pour aider à l'isolation des maisons ?
Des points « conseils » ?

-Sait-on comment l'on doit se chauffer ? A-t-on des statistiques sur la commune sur les modes de chauffage ? La commune donne-t-elle son avis lors des projets de construction ?

-Centrale thermique du Havre est contesté pour la pollution causée par les fumées. Peut-on recycler la fumée ? Peut-on la filtrer ?

-Souhait d'améliorer la mobilité moins polluante en développant les « déplacements plus propres » : transport en

commun, piste cyclables, véhicules propres économes et moins polluant.

-Pour passer du nucléaire aux énergies vertes l'on est confronté à des procédures interminables (exemple : projet éolien)

-Economie d'énergie : possible avec des programmeurs. Sinon le gouvernement pourrait demander aux grandes sociétés (exemple : pétrolière), de ne pas faire de lobbying sur les produits.

-Cars scolaires : ne pas les réserver pour les enfants mais essayer de faire des lignes mixtes. Autre souci : aller d'un village à un autre.

-Pour pouvoir remplacer les produits carbonés par des énergies renouvelables, peut-être faut-il aider les personnes individuelles pour qu'elles produisent de l'électricité dans chaque foyer ou terrain ?

-On contraint les personnes à faire leurs courses en dehors des villes ce qui amène un déplacement important de véhicules et pose problème aux personnes âgées. Alors que pour l'écologie il faut moins de véhicules sur les routes.

-Parking payant en ville et parking gratuit dans les centres commerciaux aux abords des villes. Conséquence : les personnes vont moins dans les petits commerces de centre-ville. Peut-on rendre le stationnement gratuit dans les villes ? Stationnement limité ?

-A l'école les enfants apprennent les consignes et la conscience doit venir de l'école.

-Connait-on l'incidence des projets éoliens sur les fonds marins ?

-Peut-on investir dans la transition énergétique en étant certain que cet investissement serve bien cette thématique ?

2. La démocratie et citoyenneté

-Fait part d'une inquiétude sur un décret concernant les enquêtes publiques puisqu'il est prévu une disparition des documents papiers et des permanences des commissaires enquêteurs. Pour les remplacer, une consultation purement dématérialisée est prévue, ce qui peut poser un souci d'accès au contenu de l'enquête.

-Souhait de réhabilitation des corps intermédiaires (associations, syndicats, mairies...) pour relayer les paroles des citoyens et éviter le sentiment d'isolement.

-Incompréhension devant certaines minorités qui arrivent à faire capoter des projets (exemple : Notre dame des Landes)

-Réseaux sociaux : problème de l'information par la désinformation : les contre-vérités étalées sont prises comme des vérités, parfois relayées par les médias.

-Démocratie existe-t-elle encore ? Pourrait-on rendre le vote obligatoire ? (à voir si le vote devient obligatoire, si cela ne donnera pas plus de poids aux candidats moins sérieux). Ou prendre en compte les votes blancs ?

-Vote par procuration : Pour le moment ce sont les gendarmes qui les rédigent. Pourrait-on confier cette mission aux mairies qui sont dépositaires des listes électorales (ce qui leur permet de vérifier l'inscription des électeurs avant de faire les procurations) ?

-Elections trop politisées. Les personnes sont démotivées pour s'exprimer sur les sujets qui les intéressent vraiment.

-Mode électoral proposé : liste à choix multiples prioritaires.

-Souhait que les députés représentent vraiment les citoyens. Exemple : texte voté en pleine nuit sur le thème de la médecine avec très peu de députés participant. Pourrait-on imposer un nombre de votant et de présent ?

-Pourrait-on donner plus de pouvoir au conseil économique social et environnemental (CESE) pour contrebalancer les deux autres chambres ? Ce conseil pourrait être élu à la proportionnelle.

-Projet de mettre un drapeau dans chaque classe au collège. S'interroge sur l'utilité (est-ce suffisant pour que le principe de la république arrive à s'ancrer durablement ?). Il faudrait mettre les enseignants en avant au niveau de l'Etat/des mairies. Il est dommage que l'on ne parle plus de l'école comme valeur de la République.

Classe REP + : sur une classe de 18 élèves où l'on a 9 nationalités, l'on s'interroge sur l'intérêt de mettre un drapeau dans la classe ? N'y-a-t-il pas d'autre moyen d'intégration que de mettre un drapeau.

-Donner une éducation civique sérieuse pas seulement sur les institutions mais également sur les grands principes de la République.

-Proposition : intégration par le travail plus rapidement alors qu'actuellement les délais sont longs pour obtenir un permis de travail.

3. La fiscalité et les dépenses publiques

-Souhait : mieux lutter contre l'évasion fiscale ; réduire le train de vie de l'Etat à travers les avantages (anciens présidents, 1^{er} ministre...)

-La retraite pour les personnes est possible après 167 trimestres alors que les anciens présidents perçoivent une retraite à vie pour 5 ans de mandat ainsi que d'autres avantages (personnel, locaux...). Idem pour les députés et sénateurs. Il y aurait des économies à faire.

-Souhait de plus de transparence sur les moyens donnés aux élus et sur les montants des indemnités et des enveloppes disponibles pour que les élus exercent leurs mandats ainsi que sur le financement de leurs retraites.

-Suite à de nombreux changements administratifs (Région/Département) avec création de nouvelles structures, cela induit des coûts importants (logo, pub...). Il faudrait une meilleure évaluation politique publique.

-Souhait de transparence sur la perception et l'utilisation de la taxe d'habitation.

-Le livret de caisse d'épargne est un produit d'épargne fréquemment utilisé puisque les montants et ce produit sont disponibles facilement. Les intérêts sont les plus faibles du marché alors pourquoi les taxer autant ?

4. L'organisation de l'Etat et des services publics

-Certaines agences ou organismes font doublon avec l'Etat (exemple : audiovisuel...), il faudrait donc revoir les missions de chacun.

-Souhait de ne pas toucher à l'échelon communal pour rester dans une démocratie locale.

-Regroupement de communes : Pourrait-on favoriser le regroupement des communes pour arriver à des communes de 2 000 à 3 000 habitants pour favoriser les commerces et services ?

-Monde du travail : Modification actuellement : robotisation / restructuration / fusion / mutualisation / plateforme téléphonique. Dans les années à venir de moins en moins de travail pour tout le monde. Il faudrait que l'Etat réfléchisse à répartir les tâches de travail.

L'organisation du travail est à revoir puisque avec l'e-management chaque tâche est associée à un temps donné (algorithmes). Si le salarié ne respecte pas ces temps donnés pour effectuer son travail, l'employeur le pousse ce qui amène des salariés qui pour répondre aux objectifs, travaillent en plus, hors temps de travail. Du coup l'on a d'un côté des salariés surexploités et de l'autre côté des chômeurs...

- Maintenant on travaille pour les dividendes et le reste est mis de côté (humain). Souhait d'une juste répartition des bénéfices.

-Utilisation de nouveaux moyens qui ne sont pas à la portée de toutes les personnes (exemple : pour le chômage procédure dématérialisée) et, observation que certaines personnes ne sont pas au courant des aides qu'elles pourraient avoir. L'Etat devrait faire une information pour inciter les personnes à se renseigner sur leurs droits.

-Inquiétude sur la désertification médicale et sur le refus des médecins de se déplacer à domicile, notamment pour les personnes âgées ou les personnes ayant subies une opération ou autre.

Pendant les études il faudrait que les étudiants fassent un stage très tôt (et non sur la fin de leur cursus) chez les médecins généralistes et que la médecine générale soit revalorisée et ne pas forcément prôner pour les maisons médicale (même si cela permet de mutualiser les démarches administratives et le matériel).

Souci pour les médecins à la retraite qui ne peuvent pas intervenir après un certain âge dans les cursus scolaires pour transmettre leurs savoirs, même à titre bénévole.

-Complexité entre les souhaits des citoyens qui veulent conserver la proximité des services publics et leur envie de traiter un certain nombre de point par dématérialisation.

-Souhait d'une couverture numérique égale partout en France.

-Souhait d'avoir un code d'accès numérique unique au lieu de code d'accès multiples

-Certaines communes ont un minibus qui passe avec un accès internet et une personne accompagnant. Il serait intéressant que cela soit étendu à d'autres communes ou trouver un local le permettant (exemple : bibliothèque).